

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION  
DE LA RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. : YL/CBE Poste 722  
6ème bureau

Rappeler impérativement les références ci-dessus

ROUEN, le 14/04/86

A R R Ê T É :

LE PREFET,  
Commissaire de la République  
de la région de Haute-Normandie  
et du département de la Seine-Maritime

V U :

La loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 sur les installations classées pour la protection de l'environnement, modifiée et complétée par la loi n° 85.661 du 3 juillet 1985,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi précitée et notamment ses articles 18 et 19,

Les arrêtés préfectoraux en date des 16 mars 1966, 3 février 1967, 11 et 22 décembre 1972, 14 octobre 1974, 6 juillet et 20 septembre 1978 et 27 avril 1979 et les récépissés en date des 6 mars 1967, 27 juillet et 15 décembre 1972 autorisant la Régie Nationale des Usines RENAULT, dont le siège social est 8-10, avenue Emile Zola à BOULOGNE-BILLANCOURT, à implanter diverses installations dans l'enceinte de son usine de SANDOUVILLE, Zone Industrielle du HAVRE,

La demande en date du 14 décembre 1983 par laquelle la Régie Nationale des Usines RENAULT, sollicite la mise à jour des activités exercées dans l'enceinte de l'usine susvisée,

.../...

Les plans et autres documents joints à cette demande,

Le rapport de M. l'inspecteur des installations classées en date du 21 février 1985,

La délibération du conseil départemental d'hygiène en date du 10 décembre 1985,

Les nouveaux rapports de M. l'inspecteur des installations classées en date des 27 février et 13 mars 1986,

Les notifications faites à la régie les 28 novembre 1985 et 25 mars 1986,

C O N S I D É R A N T :

Que des modifications sont intervenues dans l'enceinte de l'usine exploitée par la Régie Nationale des usines RENAULT sur le territoire de la commune de SANDOUVILLE,

Que la suppression de certaines activités et l'implantation d'autres sont de nature à entraîner des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 susvisée,

Que les prescriptions des arrêtés d'autorisation et récépissés susvisés ne sont donc plus adaptées aux conditions de fonctionnement de l'établissement existant,

Qu'il y a lieu, en conséquence, d'imposer en application des articles 18 et 19 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 de nouvelles prescriptions pour la poursuite des activités de la Régie Nationale des Usines RENAULT à SANDOUVILLE.

A R R Ê T E :

ARTICLE 1er : La Régie Nationale des Usines RENAULT, dont le siège social est 8-10, avenue Emile Zola à BOULOGNE-BILLANCOURT, est tenue de se conformer, pour poursuivre l'exploitation de ses installations sises dans l'enceinte de son usine de SANDOUVILLE, Zone Industrielle du HAVRE aux dispositions complémentaires ci-après :

Les dispositions du présent arrêté se substituent aux prescriptions contraires contenues dans les arrêtés ou annexées aux récépissés suivants :

.../...

. arrêtés préfectoraux des 16 mars 1966, 3 février 1967, 11 décembre 1972, 22 décembre 1972, 14 octobre 1974, 6 juillet 1978, 20 septembre 1978 et 27 avril 1979 ;

. récépissés des 6 mars 1967, 27 juillet 1972 et 15 décembre 1972.

I - CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION -

I.1. - Les divers ateliers et dépôts seront implantés et aménagés conformément aux plans et données techniques joints au dossier de mise à jour des installations existantes et aux diverses extensions.

Toutes modifications des plans et notices susvisés devront faire l'objet d'une déclaration préalable aux services préfectoraux.

Tout accident ou incident susceptible de provoquer une nuisance accidentelle ou d'entraîner un danger, devra faire l'objet d'une déclaration immédiate à l'inspecteur des installations classées. Un rapport relatant les circonstances et les mesures prises pour éviter leur renouvellement sera transmis à l'inspecteur des installations classées dans un délai de 15 jours.

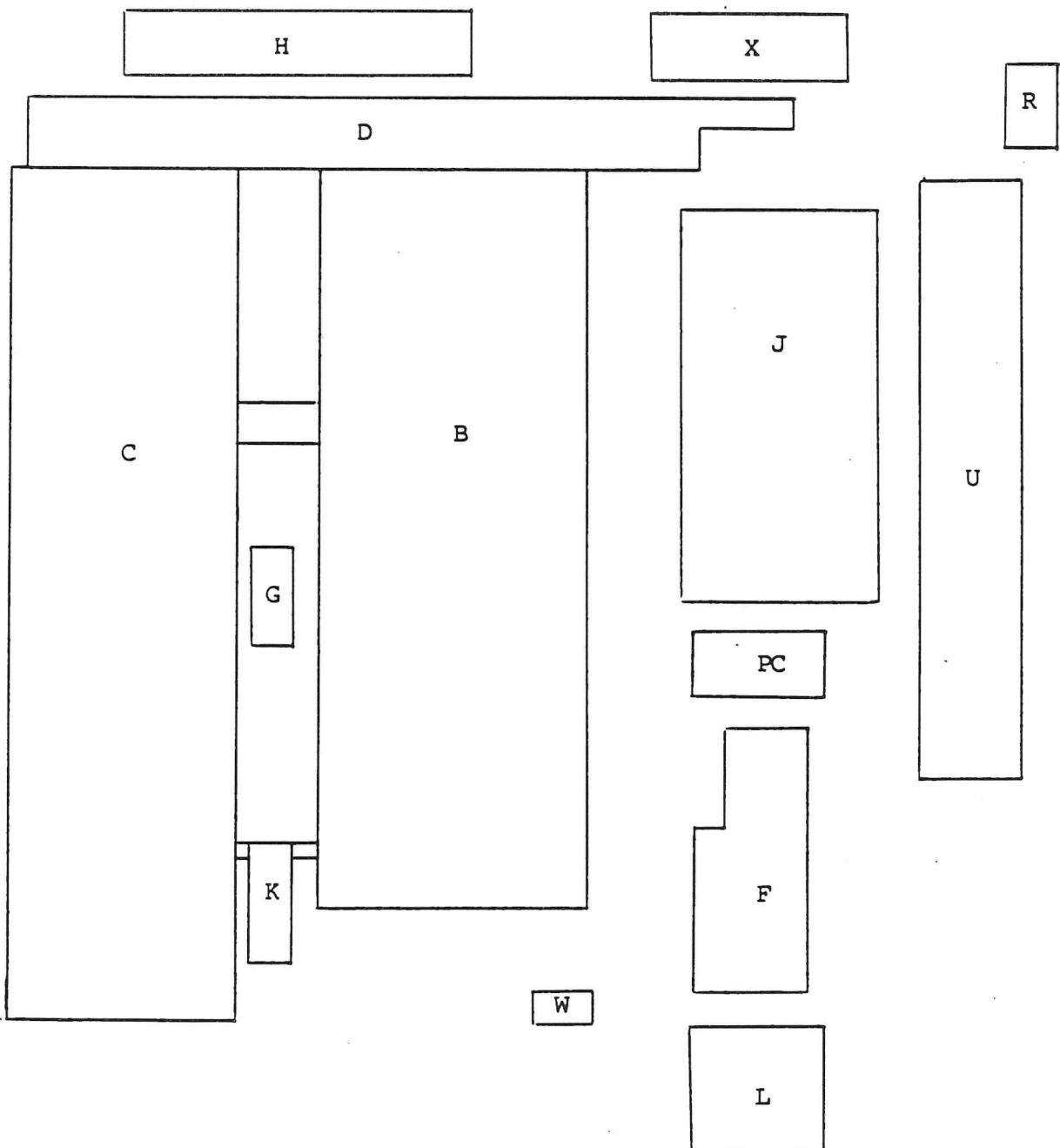
I.2. - Les ateliers et dépôts mentionnés dans le tableau ci-après seront conformes aux arrêtés-types et autres textes réglementaires indiqués, sauf prescriptions contraires du présent arrêté.

.../...

---

CANAL DE TANCARVILLE

---



BATIMENTS	ACTIVITES	NUMERO DE LA NOMEN- CLATURE	ARRETES TYPES	AUTRES TEXTES A RESPECTER
B rez-de-chaussée	<ul style="list-style-type: none"> <li>- charge accumulateurs 43 redresseurs</li> <li>- charge accumulateurs 18 redresseurs</li> <li>- application RUSTILLO</li> </ul>	3.1.  405 A 1°	3  405	
B - 1er étage -	<ul style="list-style-type: none"> <li>- charge accumulateurs 57 redresseurs</li> <li>- emploi de matières plastiques</li> <li>- application de peintures par pulvérisation</li> <li>- séchage de peintures</li> </ul>	3.1.  272 A 2°  405B 1 b 406 1° a	3  272  405 406	
C rez-de-chaussée	<ul style="list-style-type: none"> <li>- emploi de liquides halogénés</li> <li>- charge accumulateurs</li> <li>- dilution de peintures mélange à froid de liquides inflammables</li> <li>- application de peintures au trempé</li> <li>- séchage de peintures</li> <li>- application de peintures par pulvérisation</li> <li>- travail des métaux</li> </ul>	251 2° 3.1.  261 A  405B 2 a 406 1 a  405B 1 a 282 2°	251 3  261  405 406  405 282	
C - 1er étage -	<ul style="list-style-type: none"> <li>- travail des métaux (usinage)</li> <li>- application de peintures par pulvérisation</li> <li>- séchage de peintures</li> <li>- séchage de peintures</li> <li>- emploi de matières plastiques</li> <li>- application de liquides inflammables de la 1ère catégorie par pulvérisation</li> <li>- séchage</li> </ul>	282 2°  405B 1 a 406 1 a 406 1 b  272 A 2°  405B 1 a 406 1 a	282  405 406 406  272  405 406	
D rez-de-chaussée	<ul style="list-style-type: none"> <li>- entretien de véhicules</li> <li>- emploi de matières plastiques</li> <li>- application de peintures par pulvérisation</li> <li>- séchage de peintures</li> <li>- charge d'accumulateurs</li> </ul>	68 2°  272 A2° 405B 1 a 405B 1 b 406 1 b 3.1.	68  272 405 405 406 3	
D - 1er étage -	<ul style="list-style-type: none"> <li>- distribution de liquides inflammables</li> <li>- travail des métaux (usinage)</li> <li>- entretien de véhicules</li> <li>- application de liquides inflammables de 1ère caté- gorie par pulvérisation</li> </ul>	261 bis  282 2° 68 2°  405B 1 a	261 bis  282 68  406	.../...

F	<ul style="list-style-type: none"> <li>- atelier de réparation et d'entretien de véhicules</li> <li>- charge d'accumulateurs 36 redresseurs</li> <li>- application de peintures par pulvérisation</li> <li>- séchage de peintures</li> <li>- travail des métaux (usinage)</li> </ul>	68 2°  3 1°  405 B 1a 406 1°a  282 2°	68  3  405 406  282	
F Stockages extérieurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- dépôt de fuel lourd n° 2 (2x2 600 m3)</li> <li>- dépôt en citernes de liquides inflammables de la 1ère et 2ème catégories capacité stockée 360 m3</li> </ul>	253 D   253 B	253   253 A	Arrêtés des 09.11.72 et 19.11.75 relatifs aux règles d'aménagement et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides
G	<ul style="list-style-type: none"> <li>- installation de combustion :             <ul style="list-style-type: none"> <li>. 3 générateurs de 20 000 th/h</li> <li>. 1 générateur de 30 000 th/h</li> <li>. 1 générateur de 10 000 th/h</li> <li>. 2 générateurs de 4 000 th/h</li> </ul> </li> <li>TOTAL : 108 000 th/h</li> <li>- compression d'air puissance installée 3 544 kW</li> <li>- installation de réfrigération : puissance installée : 50 kW</li> </ul>	153 bis 1°  361 B 1°  361 A 2°	153 bis  361  361	Arrêté du 20.06.75 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques.
G Stockages extérieurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- dépôt de fuel d'une capacité totale de 1 530 m3</li> <li>- dépôt d'acétylène dissous (12 cadres de 48 m3 = 576 m3)</li> <li>- dépôt d'oxygène liquide</li> </ul>	253 C  6 1°  328 bis	253  6  328 bis	Arrêtés des 09.11.72 et 19.11.75 relatifs aux règles d'aménagements et d'exploitation des dépôts d'hydrocarbures liquides
H	<ul style="list-style-type: none"> <li>- atelier d'entretien de véhicules</li> </ul>	68 2°	68	

J	<ul style="list-style-type: none"> <li>- travail des métaux (formage)</li> <li>- travail des métaux (usinage)</li> </ul>	281 1° 282 2°	281 282	
K	<ul style="list-style-type: none"> <li>- travail des métaux (usinage)</li> </ul>	282 2°	282	
R	<ul style="list-style-type: none"> <li>- entretien et réparation de véhicules</li> <li>- application de peintures par pulvérisation</li> <li>- séchage de peintures</li> <li>- installation de distribution de liquides inflammables</li> </ul>	68 2° 405B 1°b 406 1 a 261 bis	68 405 406 261 bis	
U	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Traitement cataphorèse</u></li> <li>a) traitement de surface volume des bains : 432 m3</li> <li>b) passivation chromique par aspersion</li> <li>c) application cataphorèse</li> <li>d) dépôt de liquide inflammable de la 2ème catégorie (50 m3)</li> </ul>	288 1° 287 4° 253 C	288 287 253	Circulaires ministérielles des 04.07.72 22.03.83 relatives aux ateliers de traitement de surface
W	<ul style="list-style-type: none"> <li>- installation de distribution de liquides inflammables</li> </ul>	261 bis	261 bis	
X	<ul style="list-style-type: none"> <li>- entretien et réparation de véhicules</li> </ul>	68 2°	68	
Sud du bâtiment F	<ul style="list-style-type: none"> <li>- dépôt d'acétylène dissous de 22 bouteilles de 6 m3</li> <li>TOTAL : 132 m3</li> </ul>	6 2°	6	

.../...

I.3. - Toutes dispositions seront prises pour éviter tout déversement même accidentel, dans le milieu récepteur, de produits susceptibles par leur nature, leur concentration, ou leurs conditions de rejet de nuire à la faune ou à la flore, ou de façon générale, aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976 relative aux Installations Classées.

L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander la réalisation de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation.

Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

## II - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX -

II.1. - On distinguera trois types d'eaux résiduaires :

- . les eaux vannes ;
- . les eaux de pluie et de réfrigération ;
- . les eaux industrielles.

II.2. - Toutes les dispositions seront prises pour réduire au maximum tous débits d'eaux consommés.

II.3. - Toutes les eaux susceptibles d'être polluées seront traitées avant rejet dans la station d'épuration d'eaux industrielles de l'usine.

II.4. - Les volumes des bassins tampons destinés à recueillir les rejets non traités, lors d'un arrêt technique de la station d'épuration d'eaux industrielles de l'usine, auront les capacités suivantes :

- . 750 m<sup>3</sup> pour les eaux provenant des préparations avant peintures et la chaîne de cataphorèse (soit 16 heures de fonctionnement) ;
- . 100 m<sup>3</sup> pour les effluents chromiques (soit 13 heures de fonctionnement).

II.5. - Les eaux de pluie non polluées pourront être rejetées directement au canal de Tancarville. Les eaux de réfrigération devront être recyclées sauf les eaux de forage utilisées en réfrigération en période estivale.

On disposera les conduits et les regards de telle sorte que les rejets accidentels de produits polluants ne soient pas susceptibles d'atteindre les réseaux de ces rejets.

II.6. - Les eaux vannes seront traitées dans la station d'épuration d'eaux industrielles. Le mélange des eaux vannes avec les eaux industrielles se fera en amont du traitement biologique.

.../...



II.7. - Les eaux industrielles -

Consistance des installations de traitement de surface autorisée.

## II.7.1. - Bâtiment U -

OPERATION	VOLUME DES BAINS DE TRAITEMENT	DEBIT MOYEN DES EAUX RESIDUAIRES
Dégraissage	58 m <sup>3</sup> - 94 m <sup>3</sup> - 94 m <sup>3</sup> -	4 m <sup>3</sup> /h
Rinçage	73 m <sup>3</sup> - 77 m <sup>3</sup> -	20 m <sup>3</sup> /h
Phosphatation	186 m <sup>3</sup> -	Recyclage - extraction boues par filtre pressé
Rinçage	73 m <sup>3</sup> - 77 m <sup>3</sup>	20 m <sup>3</sup> /h
Passivation chromique par aspersion	13 m <sup>3</sup>	2 m <sup>3</sup> /h
Cataphorèse	220 m <sup>3</sup>	8 m <sup>3</sup> /h
Rinçage		

## II.7.2. - Bâtiment C -

Rinçages chaîne boucliers - débit : 10 m<sup>3</sup>/h.

## II.7.3. - Autres effluents -

Eaux de peinture - vidanges nocturnes des bains de rinçages - etc... - débit : 10 m<sup>3</sup>/heure.

II.7.4. - La capacité maximum de traitement de surface pour l'ensemble des ateliers sera de 8 000 m<sup>2</sup>/h.

.../...

II.8. - Les rejets dans le canal de Tancarville seront répartis de la façon suivante :

NUMERO DE L'EMISSAIRE	NATURE ET DEBIT DU REJET
R <sub>1</sub>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- pluviales non polluées</li> <li>- toutes les eaux industrielles après traitement</li> <li>- eaux vannes après traitement biologique</li> </ul> Débit instantané : 150 m <sup>3</sup> /h Débit moyen sur 24 h. : 106 m <sup>3</sup> /h.
R <sub>2</sub>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- pluviales non polluées</li> <li>- réfrigérations</li> <li>- eau de centrale après prétraitement (séparateurs huile-eau-neutralisation des éluats)</li> </ul> Débit instantané : 95 m <sup>3</sup> /h Débit moyen sur 24 h. : 67 m <sup>3</sup> /h.
R <sub>3</sub>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- pluviales non polluées</li> <li>- réfrigérations</li> </ul> Débit instantané : 15 m <sup>3</sup> /h. Débit moyen sur 24 h. : 10 m <sup>3</sup> /h.
R <sub>4</sub>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- pluviales non polluées</li> <li>- réfrigérations</li> </ul> Débit instantané : 10 m <sup>3</sup> /h. Débit moyen sur 24 h. : 7 m <sup>3</sup> /h.
R <sub>5</sub>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- pluviales non polluées</li> <li>- réfrigérations</li> </ul> Débit instantané : 10 m <sup>3</sup> /h. Débit moyen sur 24 h. : 7 m <sup>3</sup> /h.
R <sub>6</sub> - R <sub>7</sub>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- pluviales non polluées</li> </ul>

II.9. - Les rejets devront satisfaire aux valeurs définies ci-dessous :

II.9.1. - Rejet n° 1 -

Température ≤ 30° C

DBO<sub>5</sub> < 40 mg/l

DCO < 120 mg/l

MES < 30 mg/l

.../...

pH compris entre 5,5 et 8,5  
 Azote total Kjeldhal  $\leq$  30 mg/l  
 Hydrocarbures  $\leq$  20 mg/l (méthode AFNOR T 90 203)  
 Plomb  $\leq$  0,5 mg/l  
 Chrome VI  $\leq$  0,05 mg/l  
 Chrome III  $\leq$  0,5 mg/l  
 Cuivre  $\leq$  1 mg/l  
 Zinc  $\leq$  2 mg/l  
 Nickel  $\leq$  1 mg/l  
 Fer  $\leq$  2 mg/l  
 Al  $\leq$  0,2 mg/l  
*Phenol*  $\leq$  0,5 mg/l.

II.9.2. - Rejets n° 2 - 3 - 4 - 5 -

Température  $\leq$  30° C  
 DBO<sub>5</sub>  $\leq$  40 mg/l  
 DCO  $\leq$  120 mg/l  
 MES  $\leq$  30 mg/l  
 pH compris entre 5,5 et 8,5  
 Azote total Kjeldhal  $\leq$  30 mg/l  
 Hydrocarbures  $\leq$  20 mg/l (méthode AFNOR T 90 203)

II.9.3. - Les flux totaux ne dépasseront pas en :

DBO<sub>5</sub> : 170 kg/Jour  
 DCO : 500 kg/Jour  
 MES : 125 kg/Jour.

II.9.4. : avant fin 1987, le flux de DCO total de l'usine devra être réduit à 400 kg/j.

II.10. - Produits réactifs utilisés dans la station d'épuration des eaux industrielles -

II.10.1. - Le dépôt comprendra les réservoirs aériens suivants :

PRODUITS STOCKES	CAPACITE MAXIMUM
Soude	22 m <sup>3</sup>
Perchlorure de fer	25 m <sup>3</sup>
Bisulfite	5 m <sup>3</sup>
Acide sulfurique	22 m <sup>3</sup> .

II.10.2. - Les réservoirs d'acide sulfurique et de bisulfite seront associés à une cuvette de rétention d'un volume minimum de 22 m<sup>3</sup>. La cuvette déportée associée aux réservoirs de soude et de perchlorure de fer aura un volume de 25 m<sup>3</sup> au moins.

II.10.3. - Toutes les précautions seront prises pour éviter que les tuyauteries puissent être une cause de détérioration de l'étanchéité des parois des cuvettes de rétention.

.../...

II.10.4. - Les stockages seront dotés d'un indicateur de niveau haut et un dispositif de trop plein.

II.10.5. - Les capacités de rétention comporteront des dispositifs d'évacuation des eaux de pluie.

Ces dispositifs devront être commandés de l'extérieur des capacités et doivent faire l'objet par consigne d'une maintenance et d'une inspection régulière.

Les eaux récupérées dans les capacités de rétention ne pourront être rejetées dans le milieu naturel qu'après contrôle de leur qualité par l'exploitant et sous réserve qu'elles satisfassent aux dispositions de l'article II.9.1. du présent arrêté.

II.10.6. - la stabilité des cuves sera renforcée afin d'éviter leur basculement.

II.10.7. - Sans préjudice des prescriptions figurant dans le présent arrêté, les dispositions des arrêtés types n° 31 bis et 382 sont applicables respectivement au dépôt d'acide sulfurique et au dépôt de soude.

### III - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE -

III.1. - Les installations ne devront pas émettre dans l'atmosphère d'effluents fortement odorants, compromettant la santé ou la sécurité publique, ou nuisant à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère du site. Le brûlage de tout déchet ou résidu est interdit dans l'établissement.

Tout rejet d'effluents gazeux devra être réalisé par une cheminée de hauteur suffisante pour assurer une diffusion correcte des polluants.

III.2. - La centrale thermique comporte 7 générateurs alimentés au gaz naturel. En cas de modification des générateurs ou de leur mode de fonctionnement, la hauteur des cheminées devra être rendue conforme à la réglementation en vigueur.

Tout changement de combustible même temporaire, devra être porté à la connaissance de l'Inspecteur des Installations Classées.

La puissance unitaire de chaque chaudière est celle reprise à l'article I.2. - Bâtiment G du présent arrêté.

Les caractéristiques des conduits d'évacuation des gaz de combustion et l'équipement des installations seront conformes aux dispositions de l'arrêté du 20 Juin 1975.

Les dispositions de l'arrêté du 5 Juillet 1977 relatif aux visites périodiques sont applicables à ces installations.

III.3. - Tous les effluents des installations d'application de peintures seront captés et traités avant rejet à l'atmosphère, les effluents des étuves de séchage seront recyclés à 70 %. L'industriel soumettra pour approbation, à l'Inspecteur des Installations Classées une étude sur les moyens de destruction de ces effluents dans un délai d'un an.

.../...

Les effluents gazeux de la cataphorèse seront incinérés.

III.4. - Les émissions de gaz, vapeurs, vésicules des installations de dégraissage alcalin et de passivation chromique du bâtiment U seront traitées elles ne devront pas entraîner dans l'atmosphère des teneurs de substances polluantes supérieures aux valeurs limites admissibles pour la protection de la santé publique.

III.5. - Toutes les cheminées évacuant à l'atmosphère des effluents gazeux doivent être munies d'orifices obturables, facilement accessibles, permettant d'effectuer des contrôles et des prélèvements aux fins d'analyses, selon les normes en vigueur. Les orifices de prélèvement dans les cheminées seront définis par les normes NFX - 44051 et NFX - 44052.

#### IV - PREVENTION CONTRE LE BRUIT -

IV.1. - Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement leur sont applicables.

IV.2. - Les véhicules et engins de chantiers utilisés à l'intérieur de l'usine devront être conformes à la réglementation en vigueur.

IV.3. - L'usage des sirènes et avertisseurs, gênants pour le voisinage est interdit, sauf pour le signalement d'incidents graves ou d'accidents.

IV.4. - Les niveaux sonores, mesurés en limite de propriété ne devront pas excéder :

- . 70 dB(A) de 7h à 20h ;
- . 65 dB(A) de 6h à 7h et de 20h à 22h ainsi que les dimanches et jours fériés ;
- . 60 dB(A) de 22h à 6h.

Suivant les indications fournies par l'exploitant, des activités de fabrication seront exercées du Dimanche 21 heures au Samedi 6 heures. Des activités d'entretien pourront être exercées en dehors de cette période de fabrication.

Toute modification de ces horaires devra être préalablement signalée à l'Autorité Préfectorale qui examinera ses incidences en liaison avec le Service d'Inspection des Installations Classées suivant les dispositions de l'article 20 du décret n° 77 1133 du 21 Septembre 1977.

#### V - DECHETS -

On distinguera trois types de déchets :

- . déchets banals ;
- . rebuts de fabrication ;
- . déchets spéciaux.

.../...

V.1. - Les déchets banals (ordures ménagères, cartons, bois etc...) seront évacués et éliminés dans les conditions prévues à la circulaire ministérielle du 22 Janvier 1980.

V.2. - Les rebuts et déchets de fabrication seront dans la mesure du possible, revalorisés. L'évacuation éventuelle de ces déchets vers une décharge ne pourra intervenir qu'après que l'exploitant se soit assuré que celle-ci est régulièrement autorisée à recevoir les déchets concernés.

V.3. - Les déchets spéciaux tels qu'ils sont définis à l'article 3 du décret du 19 Août 1977, devront être éliminés soit en centre de traitement, soit sur une décharge spécialement aménagée pour ce type de déchets. Les conditions d'élimination seront soumises à l'accord préalable de l'Inspecteur des Installations Classées.

#### VI - PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION -

VI.1. - Toutes dispositions seront prises pour éviter les risques d'incendie et d'explosion.

VI.2. - Les installations électriques seront entretenues en bon état, elles seront périodiquement contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Les installations seront protégées contre la foudre.

Conformément à l'arrêté du 31 Mars 1980, relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les Installations Classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, il sera défini sous la responsabilité de l'exploitant, les zones présentant des dangers d'explosions qui seront aménagées en conséquence.

VI.3. - Un réseau d'eau suffisant devra permettre l'alimentation d'un nombre de robinets, poteaux normalisés, sprinklers en rapport avec l'importance des installations. Les prises d'eau seront armées et feront l'objet d'essais trimestriels.

Ces installations seront complétées par des extincteurs judicieusement répartis et appropriés aux risques.

VI.4. - Des consignes affichées prévoiront :

- . les interdictions de fumer ou de feux nus, l'enlèvement des déchets susceptibles de faciliter la propagation d'un incendie ;
- . l'exécution des rondes de surveillance ;
- . La conduite à tenir en cas de sinistre.

Par ailleurs, toutes dispositions seront prises pour la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre et permettre une intervention rapide des équipes de secours.

VI.5. - Toute intervention du personnel, au moyen d'outillage générateur de points chauds dans les secteurs présentant un risque d'incendie ou d'explosion ne pourra se faire qu'après signature d'un permis de feu accordé sous la responsabilité de l'exploitant.

.../...

VII - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES -VII - Dépôts aériens de liquides inflammables -

Les dépôts extérieurs de liquides inflammables aux divers bâtiments comprendront :

- . bâtiment F : dépôt de fuel lourd n° 2 comportant 2 réservoirs de 2 600 m<sup>3</sup> de capacité unitaire ;
- . bâtiment F : un stockage de réservoirs suivant le plan notifié T 50 703 comportant les produits suivants :
  - . gas oil - 80 m<sup>3</sup> - 30 m<sup>3</sup> - 12 m<sup>3</sup> + 8 m<sup>3</sup>
  - . Carburant auto - 25 m<sup>3</sup> x 3 - 5 m<sup>3</sup> + 10 m<sup>3</sup>
  - . solvant - 40 m<sup>3</sup> - 25 m<sup>3</sup> - 15 m<sup>3</sup> x 2 - 10 m<sup>3</sup> - 5 m<sup>3</sup> x 3 - 20 m<sup>3</sup>
- . bâtiment G : le dépôt de fuel disposera de trois réservoirs de fuel lourd d'une capacité respective de 1 040 m<sup>3</sup> - 450 m<sup>3</sup> et 30 m<sup>3</sup> et d'un réservoir de fuel léger d'une capacité de 10 m<sup>3</sup>.

Ces dépôts seront installés et exploités conformément aux dispositions des arrêtés des 9 Novembre 1972 et 19 Novembre 1975.

VII.2 - Les autres dépôts -

. extérieur au bâtiment PC : un dépôt en vrac de solvant constitué de bidons de 200 litres aura une capacité maximum de 6 600 litres ;

. intérieur au bâtiment PC : un dépôt en crac sous emballage fermé de produits inflammables d'une capacité de 95 m<sup>3</sup>.

Le sol de ces stockages formera cuvette de rétention étanche et incombustible d'un volume égal à 50 % du volume maximum stocké.

Les eaux récupérées dans les capacités de rétention ne pourront être rejetées dans le milieu naturel qu'après contrôle de leur qualité par l'exploitant et sous réserve qu'elles satisfassent aux dispositions de l'article II.9.1. du présent arrêté.

Les mesures de protection et de lutte contre l'incendie existantes devront inclure ces dépôts.

VII.3. - Installation de mélanges de liquides inflammables (rez-de-chaussée bâtiment C) -

Le sol de cet atelier sera imperméable, incombustible et disposé en cuvette de rétention d'une capacité égale à 50 % de la capacité des liquides contenus dans les récipients.

Cet atelier sera largement ventilé. Il sera interdit de pénétrer dans ces locaux avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents.

VII.4. - Installation de dépotage de liquides inflammables (bâtiment G) -

Les aires de dépotage seront pourvues de capacités de rétention capables de retenir les égouttures lors des opérations de remplissage;

VII.5. - Application et séchage de peintures -

VII.5.1. - Les emplacements de pulvérisation seront équipés de dispositifs convenables d'aspiration mécanique.

VII.5.2. - Les ventilations mécaniques seront suffisantes pour éviter que les vapeurs ne puissent se répandre dans l'atelier.

VII.5.3. - Des dispositifs permettront d'offrir une protection suffisante contre les agressions mécaniques pouvant affecter les récipients ou les canalisations contenant des peintures et des solvants, le matériel électrique et en général, tout ce qui peut être cause d'accident.

VII.5.4. - Le matériel électrique devra, outre la conformité à l'arrêté du 31 mars 1980, ne pas augmenter le niveau de risques en cas de défaillance unique d'une fonction de sécurité affectant l'installation proprement dite.

VII.5.5. - Les installations susceptibles de se charger d'électricité statique (objets, supports, canalisations, etc...) seront reliées à un réseau de mise à la terre conformément aux règles de l'art.

VII.5.6. - Dans les consignes d'exploitation, on trouvera notamment :

- . les interdictions de feux, flammes, etc... d'emploi de certains produits, de dépassement de quantités préalablement estimées en fonction de l'approvisionnement du poste ;
- . les autorisations nécessaires pour effectuer certains travaux (notamment entretien) ;
- . la périodicité des contrôles du fonctionnement des matériels empêchant ou signalant la formation d'une atmosphère explosive ;
- . les conditions d'élimination des déchets ;
- . les opérations à effectuer en cas de début d'incendie, les exercices et essais périodiques du matériel.

La Régie pétitionnaire devra, en outre, se conformer :

- a) aux chapitres I et II du titre II du livre II du code du travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) au décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) au décret du 14 novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

.../...



ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 3 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, de l'inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 4 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire de la présente autorisation pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 susvisée, modifiée et complétée par la loi n° 85.661 du 3 juillet 1985, indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation cessera de produire effet, si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives, à dater de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 5 : S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité autorisée, la Régie est tenue d'en faire la déclaration dans le délai d'un mois et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : M. le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, M. le sous-préfet, commissaire adjoint de la République de l'arrondissement du HAVRE, M. le maire de SANDOUVILLE, M. le directeur régional de l'industrie et de la recherche de Haute-Normandie, MM. les inspecteurs des installations classées, M. le directeur départemental du travail et de l'emploi, M. les inspecteurs du travail, M. le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SANDOUVILLE.

Un avis sera inséré aux frais de la Régie intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

ROUEN, le 14 AVR. 1986

LE PREFET,

Commissaire de la République

Pour le préfet, commissaire de la République,  
et par délégation,

Le sous-préfet, chargé de mission,  
Secrétaire général adjoint,

Pour ampliation,  
Le chef de bureau,

Odile LABITTE



Michel DE LA BRELIE